6 février 2019------Les Infos N° 73

Les NOUVELLES de ROUMANIE

Déficit de 2,9% du PIB en 2018

Le déficit du budget général de la Roumanie s'est creusé de 13% en 2018 par rapport à 2017 (en glissement annuel) et a atteint les 27,3 milliards de RON (5,9 milliards d'EUR), soit 2,88% du PIB estimé de l'année.

Les chiffres préliminaires publiés par le ministère des Finances sont bien meilleurs que prévu, le consensus prévoyant un écart nettement supérieur à 3% du PIB.

En octobre-décembre, au quatrième trimestre (Q4), le déficit budgétaire ne représentait que du PIB 1,1% de l'ensemble de l'année, contre 2% du PIB pour la même période en 2017. Les revenus ont augmenté de 26,2% au Q4, par rapport à un taux de croissance annuel moyen de 13,6% au cours des trois autres trimestres de l'ann

La collecte de la TVA est passée de 9% à 17% en glissement annuel, sur les trois premiers trimestres de l'année. En revanche, les dépenses publiques ont augmenté à un rythme plus modéré au quatrième trimestre: de 13,3% en glissement annuel, contre une progression moyenne de 18,4% au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Même les dépenses salariales et la sécurité sociale ont augmenté de 19,6% et de 1,3% respectivement, comparé à 25,3% et 12,5% au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Dans l'ensemble, les dépenses budgétaires consolidées ont atteint 322,4 milliards de RON (69,3 milliards d'EUR) en 2018, soit 34% du PIB estimé, et étaient de 16,8% supérieures à celles de 2017.

Parallèlement, les recettes totales ont augmenté de 17,2% en glissement annuel, pour arriver à 295,1 milliards de RON (63,4 milliards d'euros), soit 31,1% du PIB.

***

Un hôpital utilise des affiches pour lancer un message anti-corruption

La corruption dans le système de santé est un des problèmes majeurs de la Roumanie depuis de nombreuses années. Cela implique également la corruption du personnel médical, même pour des soins de base, ce qui est très courant dans les hôpitaux publics locaux.

L'hôpital d'urgence de Slatina, dans le judet de Olt, a mis en place des affiches anti-corruption pour convaincre les patients de ne plus donner de pots-de-vin au personnel médical. «Nos salaires ont augmenté, nous n'avons pas besoin de pot-de-vin!», voilà ce qui est inscrit sur les affiches que les patients peuvent voir dès leur entrée dans l'hôpital, mais aussi à l'entrée de chaque département, a rapporté Gazeta de Sud.
En essayant de rendre le message encore plus convaincant, la direction de l'hôpital a également listé sur les affiches les salaires des médecins, des infirmières et des autres employés. Par exemple, un médecin a un salaire brut compris entre 16 000 et 30 000 RON, tandis qu'une infirmière gagne entre 4 800 et 11 000 RON.Les affiches anti-corruption se terminent par le message suivant: «Nous laissons la corruption souffrir tout en vous soignant!

***

Le taux de corruption perçue par les Roumains est en légère baisse

La Roumanie se classe au 25ème rang parmi les 28 pays de l'Union européenne dans le classement de la corruption perçue, établi par Transparency International. L'indice de corruption perçue (PCI) en Roumanie a baissé d'un point, passant de 48 à 47, une baisse modérée compte tenu de l'évolution de la situation au cours de la dernière année**.**
Au cours de l'année écoulée, la coalition au pouvoir a démis Laura Codruta Kovesi de sa fonction de procureur en chef à la tête de la Direction nationale de la lutte contre la corruption (DNA), a apporté des modifications significatives à la législation anti-corruption et a exercé encore plus de pressions en faveur d'une poursuite moins sévère de la corruption Néanmoins, les échecs des politiques anti-corruption antérieures ont été révélés, érodant la confiance du public dans les institutions concernées.
Le PCI moyen dans l'UE28 a diminué d'un point pour atteindre 65 en 2018. L'indice varie entre 0 (où la corruption est perçue comme la plus répandue) et 100 (aucune corruption perçue).

***

L'ancien ambassadeur de France à Bucarest, Henri Paul : *« Oui, la Roumanie est qualifiée pour présider l'Europe »*

Henri Paul, ancien ambassadeur en Roumanie (2007-2012), auteur d'un livre récent sur ce pays (« La Roumanie au carrefour des empires » Éditions Nevicata), et actuellement avocat (cabinet UGGC Paris), fait aujourd'hui une mise au point à propos de la vague de clichés propagés contre ce pays, au moment où il prend la présidence du conseil de l'UE.

L'Europe va mal : elle est en train de se préparer à ce qui sera probablement la plus grosse secousse de son histoire, le BREXIT… Dans le même temps, ses initiatives politiques piétinent, comme le montre l'état de la politique étrangère et de sécurité commune. 25 ans après le traité de Maastricht qui l'a créée, elle n'a pas réussi à convaincre les citoyens européens que l'Europe pouvait parler d'une seule voix dans le Monde, alors que, parallèlement, son message de paix et ses valeurs démocratiques sont menacés.
Elle a du mal à trouver des solutions communes face à l'immigration et au terrorisme, alors que ce sont les deux principales préoccupations des citoyens européens, avant l'économie ou le changement

climatique. Tout se passe comme si, des valeurs qui ont fondé l'Europe, ne restait plus que la puissance de son marché intérieur unifié, vers lequel lorgnent les puissances exportatrices.
L'Europe se divise, a dit le Président de la République. Ne la divisons pas plus encore ! C'est ce qui motive l'appel que je lance au moment où la Roumanie prend la présidence du Conseil européen. Je ne cache pas que j'ai été agacé par les tribunes qui, ici et là, prenaient motif des troubles récurrents de la politique intérieure roumaine pour contester sa capacité à occuper cette fonction de médiation et de bons offices qu'est la présidence du conseil européen. Je pense au contraire que non seulement la Roumanie en est capable, mais qu'elle est qualifiée pour l'occuper.

Rappeler un peu d'histoire ne fait jamais de mal

Ce curieux pays de l'Est est en effet trop mal connu : qui sait, parmi nos concitoyens, qu'au beau milieu du XIXeme siècle, il s'est converti à l'Europe en moins de trente ans, abandonnant coutumes, costumes et mœurs orientales, pour se créer une monarchie à l'européenne ? Qui se souvient, même, que plus récemment, Ceausescu, ce dictateur plutôt fou, avait rejoint le groupe des non alignés et recevait le général de Gaulle en visite officielle et amicale en plein mai 68 ?
La Roumanie a l'art de faire vivre ensemble les contraires, de manière harmonieuse, comme l'a si bien écrit l'un de ses écrivains les plus célèbres, Norman Manea. Elle les fait vivre au sein de sa société dans une grande tolérance, où cohabitent les religions (orthodoxe, majoritaire, mais aussi musulmane, avec une forte minorité turque, catholique, protestante, juive, et autres), les minorités (dix-huit minorités sont représentées au parlement roumain), dans un ensemble géographique vaste comme la moitié de la France.
Alors oui, il ne faut pas négliger ses défauts, mais ne pas les exagérer non plus.
Certes la situation des Roms, ce peuple arrivé en Europe centrale du fond des âges au XIV eme siècle, réduit en esclavage et traînant ses coutumes et sa misère, n'est pas brillante, mais faut-il lui couper le soutien des aides européennes, alors qu'avec un million et demi (sans doute) de citoyens, il est la plus grosse minorité roumaine et peine à s'intégrer comme partout ailleurs. Mais au moins, à la différence de certains de leurs voisins, les Roumains ne leur ont pas bâti des ghettos.

La Roumanie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de Ceausescu

Ceausescue est le dernier dictateur européen, fusillé en décembre 1989, on le fait ressurgir de temps en temps pour nous effrayer. En moins de quarante ans, elle est devenue l'un des pays de l'UE dont la part de PIB due aux industries numériques est la plus forte, et elle fait partie des trois pays de l'UE dont la croissance économique est la plus rapide sur les dix dernières années. Elle reste cependant un pays de très forts contrastes avec une population rurale très importante, qui reste à la traîne, et des inégalités qu'il faut réduire. Sur le plan politique, et contrairement à ce que j'ai pu lire, les valeurs démocratiques sont unanimement partagées, et l'attachement à l'Union européenne est de dix points supérieur à la moyenne des autres pays de l'UE… C'est aussi l'une des raisons de mon appel : par des condamnations et des exorcismes, ne réveillons pas le nationalisme de ce peuple, isolé dans son environnement géographique par sa langue et son histoire, aux frontières de l'Europe, et qui garde dans ses gènes le souvenir de la menace des grands empires.
Les contre-pouvoirs sont à l'œuvre, dans cette société et cette démocratie plus subtiles qu'on ne le croit, pour ramener à la raison ceux qui veulent revenir sur les acquis démocratiques de l'entrée dans l'Union européenne, il n'est pas besoin, et ce serait contre-productif, d'agiter le spectre de sanctions. Que, pour une fois au moins, nous nous ouvrions et essayons de comprendre ce peuple attachant, qui a fait son unité dans un élan vers l'Occident. La présidence roumaine de l'Union européenne peut, au contraire, selon ses priorités, nous enseigner qu'il faut plus de cohésion, plus de réalisme, et plus d'impartialité dans le traitement des dossiers internes à l'Europe, et aider à réduire cette fracture entre l'est et l'ouest de l'Europe que l'on voit poindre, et qui n'est pas dans notre intérêt.

***

La majorité PSD affaiblie par plusieurs départs d'élus hostiles à Dragnea

L'ancien Premier ministre Mihai Tudose a annoncé avoir quitté le Parti social-démocrate (PSD, au pouvoir), mettant en cause le style "autoritaire" des responsables de la majorité de « gauche », affaiblie par plusieurs défections ne cachant pas sa désapprobation à son ancien patron, Liviu Dragnea (***photo***).
"Ma démission représente un ultime geste par lequel j'entends me distancer de la manière dont sont dirigés le parti et le pays", a expliqué mardi Mihai Tudose dans un message sur son compte Facebook.
Ce député de 51 ans a précisé rejoindre un petit parti, Pro Romania, dirigé par un autre ex-Premier ministre social-démocrate, Victor Ponta. Son départ intervient après les démissions ces derniers mois de plusieurs élus du PSD, en conflit ouvert avec le chef du parti Liviu Dragnea.
La commissaire européenne chargée du Développement régional, Corina Cretu, a ainsi récemment annoncé qu'elle quittait le PSD et allait briguer un mandat d'eurodéputée sur les listes de Pro Romania aux européennes de mai. Ces départs ont fragilisé l'alliance du PSD et de son petit allié libéral ALDE à la chambre des députés, où ils ont perdu la majorité absolue conquise aux législatives de décembre 2016. Nommé Premier ministre en juin 2017, Mihai Tudose avait été acculé à la démission sept mois plus tard par Liviu Dragnea qui lui reprochait de ne pas être suffisamment "obéissant", selon des membres du PSD.
Sans nommer explicitement Liviu Dragnea dans son message, l'ex-chef du gouvernement a mis en cause la gouvernance autoritaire du PSD, où *"toute tentative de dialogue (...) ou de démocratisation de la prise des décision est vouée à l'échec"*. Il a également critiqué une réforme controversée de la justice adoptée par les sociaux-démocrates, plaidant en faveur d'une *"justice correcte pour tous, pas uniquement pour certains"*. Critiquée aussi par Bruxelles, cette réforme vise, selon ses détracteurs, à blanchir plusieurs responsables politiques, dont Liviu Dragnea, condamné en 2016 à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale puis à trois ans et demi de prison en première instance dans une affaire d'emplois fictifs l'année dernière.

***

Concurrence déloyale : Auchan, Carrefour et Cora sanctionnés

Le Conseil de la concurrence roumain a sanctionné les détaillants français Auchan, Carrefour et Cora et quatre de leurs fournisseurs d'une amende totale de 87,7 millions de RON (18,8 millions d'EUR) pour fixation des prix.
L'organe de surveillance de la concurrence a constaté qu'entre 2010 et 2016, les trois détaillants ont négocié des prix fixes ou minimaux avec leurs fournisseurs: Quadrant-Amroq Beverages (Pepsi), Star Foods, Strauss Romania et Nelson Prod, enfreignant ainsi les règles nationales et européennes de concurrence et ont affecté les consommateurs locaux.
Auchan Roumanie a reçu la plus grosse amende, à savoir 7,84 millions d'EUR, suivie de Carrefour avec 5,79 millions d'EUR et de Cora avec 2,66 millions d'EUR. Le Conseil de la concurrence a indiqué que Carrefour avait reconnu les faits et s'était vu infliger une amende inférieure.

Quadrant Amroq Beverages, le producteur local de Pepsi, a été condamné à une amende de 1,28 millions d'euros et Star Foods à 0,84 millions d'euros. Les entreprises sanctionnées peuvent contester les amendes devant les tribunaux dans un délai de 30 jours.
Il s’agit de la deuxième enquête menée par le Conseil de la concurrence sur ce marché ces dernières années. En 2015, il a sanctionné les détaillants Metro, Real, Selgros et Mega Image ainsi que leurs fournisseurs avec des amendes totales de quelque 35 millions d'euros pour la fixation de prix. Certaines entreprises ont contesté les amendes et les poursuites sont en cours.

***

L’eau du robinet de Bucarest suspectée

Le ministère roumain de la Santé a recommandé aux habitants de Bucarest de ne pas boire l'eau du robinet du réseau public et de ne pas l'utiliser pour la cuisine ou l'hygiène personnelle. Le ministère a ajouté que cette recommandation est valide jusqu'à l'obtention des résultats finaux des tests effectués sur l'eau du réseau public.
La Direction de la Santé Publique de Bucarest a reçu plusieurs notifications le mercredi 30 janvier sur la qualité de l'eau du robinet dans les secteurs 5 et 6 de la capitale, des personnes se plaignant de l'odeur et du goût de l'eau. La Direction de la santé publique a prélevé plusieurs échantillons à des fins d'analyse et les résultats préliminaires indiquaient des niveaux de chlore supérieurs aux limites légales, a informé le ministère de la Santé.
Cette situation s'est produite parce que l'entreprise qui gère les réseaux d'eau et d'égouts de Bucarest, Apa Nova, a dû utiliser plus de chlore pour traiter l'eau livrée aux habitants de la ville car la rivière Arges, l'une des principales sources d'eau de la capitale, était polluée par l'ammoniac après la fonte massive des neiges. Cependant, Apa Nova a déclaré dans un communiqué de presse que les niveaux de chlore dans l'eau fournie aux Bucarestois étaient dans les limites légales et que l'odeur et le goût étranges disparaîtraient à la fin de la journée.

***

La station météorologique Vladeasa dans les monts Apuseni à 1836 m